

# Editorial

Mis à part peut-être le thème de l'Europe et du texte constitutionnel refusé par les électeurs français en 2005, la politique étrangère n'a pas joué un grand rôle dans la campagne électorale pour les présidentielles en France et la discrétion du gouvernement allemand de la chancelière Angela Merkel, présidente en exercice de l'Union européenne jusqu'à fin juin, n'a pas donné lieu à d'interprétations intempestives sur l'avenir des relations franco-allemandes. La visite à Berlin du nouveau président français est sûrement une indication symbolique des priorités que Nicolas Sarkozy entend donner à son action pour les cinq prochaines années.

L'attention portée en Allemagne à ces élections avec des pages entières d'analyses et de longues émissions spéciales à la radio et à la télévision (y compris la diffusion en direct avec traduction simultanée du débat télévisé) montre que la France ne laisse pas indifférents ses voisins, même si d'aucuns mettent sur le compte de la normalisation des rapports une banalisation de cette amitié historique. Cela traduit à la fois la fascination que portent les Allemands à un système électoral qu'ils ont parfois du mal à comprendre et la crainte de voir un monarque républicain impensable chez eux remettre en jeu les acquis de ses prédécesseurs dans la relation franco-allemande. En fait, tout se résume à une question : qu'en est-il désormais de ce dialogue ? Il est certes encore trop tôt pour répondre avec précision sans tomber dans les spéculations abusives. A priori, le pragmatisme devrait dominer, à l'image de ce que le gouvernement d'Angela Merkel pratique depuis fin 2005 à Berlin.

En ouvrant un dossier sur les villes et les communes, *Documents* apporte indirectement plusieurs réponses à la question. Car au-delà des accolades et des baisemains au plus haut niveau

de l'État, la relation franco-allemande trouve en effet sa concrétisation quotidienne auprès des entreprises qui, comme les chemins de fer nationaux, réduisent l'éloignement des villes entre les deux pays en prônant désormais non plus la concurrence, mais la coopération des trains à grande vitesse. La société civile participe elle aussi, à tous les échelons de la vie communale, à cet effort de coopération. Le dossier de ce numéro présente quelques repères historiques qui associent les villes dans un même souci d'autonomie et d'amitiés sans frontières. *La Chanson de Roland* et les statues qui lui sont dédiées en Europe sont autant de témoignages sur le rôle, l'importance et les velléités d'autonomie des villes du Vieux Continent depuis Charlemagne. Deux jumelages exemplaires traduisent également les symboles qui rapprochent deux cités impériales (Aix-la-Chapelle et Reims) et deux villes qui ont fait l'Histoire (Münster avec la signature du Traité de Westphalie en 1648 et Orléans avec Jeanne d'Arc en 1429).

Un accent particulier est mis au fil des pages de ce numéro sur la ville de Berlin qui a retrouvé son statut de capitale en 1991 : les ressortissants français établis dans cette ville lui confèrent une connotation française sûrement unique dans les communes d'Allemagne et la langue berlinoise a été largement influencée par les huguenots français réfugiés à Berlin au XVIII<sup>e</sup> siècle – aujourd'hui encore, les Berlinois parlent parfois « français » sans le savoir. Phénomène culturel également : la création des salons berlinois par des femmes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle marque un tournant dans l'histoire de l'émancipation de la femme, mais aussi dans le rôle intellectuel que va jouer Berlin à cette époque dans la littérature romantique avec le roman épistolaire. Phénomène anecdotique enfin : depuis plusieurs mois, le zoo de Berlin a les honneurs de la presse internationale grâce à un petit ourson polaire, qui rappelle aux linguistes que la ville de Berlin doit aussi son nom à cet animal.

Gérard Foussier